
**CHARTRE DE FONCTIONNEMENT DU COMITE DES PLACEMENTS DE LA FONDATION DE L'ECOLE NORMALE
SUPERIEURE**

1 Rappel des domaines d'interventions, missions et travaux confiés par le Conseil d'Administration

Conformément à l'article 7 dernier alinéa des statuts repris par l'article 16 du Règlement Intérieur, le Conseil d'Administration de la Fondation crée par délibération un Comité des Placements.

Ce comité a vocation à assister le Conseil d'Administration dans ses décisions d'allocation des fonds collectés par la Fondation en apportant au Conseil d'Administration une expertise spécifique afin de l'éclairer sur la politique des placements financiers à mettre en œuvre pour répondre aux objectifs de la Fondation.

Ce comité comprend au moins trois membres dont un président. Les membres du comité sont des professionnels dont les compétences sont reconnues dans le domaine financier.

A la demande du Conseil d'Administration, le Comité des Placements émet des avis et formule des recommandations qui ont une portée consultative.

Ses principales missions sont de :

- Proposer au Conseil d'Administration la politique de placement.
- Présenter annuellement au Conseil d'Administration un rapport de gestion.
- Proposer en tant que de besoin des études et des expertises afin de permettre au Conseil d'Administration de prendre des décisions en connaissance de cause et de pouvoir réagir de manière appropriée aux évolutions des marchés financiers.
- Donner des conseils et formuler des recommandations au Conseil d'Administration sur l'évaluation et le contrôle des risques.

Le Comité formule des avis et des recommandations mais il ne dispose d'aucun pouvoir de décision en son nom propre ou au nom du Conseil d'Administration qui reste seul souverain pour prendre les décisions de gestion des fonds de la Fondation.

2 Composition

Comme le prévoit le règlement interne de la Fondation, les membres du Comité des Placements sont désignés par le Conseil d'Administration de la Fondation.

Le président du Comité des Placements est désigné par le Conseil d'Administration sur proposition des membres du Comité.

Les membres du Comité sont nommés pour une durée de 4 ans sur proposition du Conseil d'Administration.

Les membres sont désignés à titre personnel et ne peuvent pas se faire représenter.

Le Directeur de l'Ecole Normale, le Président de la Fondation et son Directeur sont invités permanents et son trésorier est membre de droit du comité.

Les fonctions de membre du Comité s'exercent à titre gratuit.

3 Règles de Fonctionnement

Le Comité se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son Président, lequel a la possibilité d'organiser toute réunion supplémentaire si les circonstances le requièrent, notamment en cas de perturbations importantes sur les marchés financiers nécessitant de réviser la politique en vigueur ou en cas de décision urgente à prendre nécessitant l'avis du Comité.

Le Comité se réunit également à tout moment à la demande du Président du Conseil d'Administration ou du Directeur de la Fondation.

Les réunions ont lieu en tout endroit indiqué dans la convocation transmise par tout moyen par le Président du Comité ou, en son nom, par toute personne qu'il désignera, et de manière ordinaire à l'Ecole Normale Supérieure.

Les membres du Comité assistent à toutes les réunions étant précisé qu'ils ont la faculté d'y participer, en cas d'empêchement, par téléconférence ou visioconférence ou par tout autre moyen de télécommunication, permettant l'identification du ou des membres concernés et garantissant leur participation effective à la réunion.

Le Président ou la personne déléguée à cet effet établit pour chaque réunion un ordre du jour communiqué à l'avance à chaque membre du Comité.

Le Président communique au Conseil d'Administration un compte-rendu des travaux, études et recommandations du Comité, à charge pour le Conseil d'Administration d'apprécier souverainement les suites qu'il entend y donner.

Le procès-verbal de chaque réunion est établi sous l'autorité du Président du Comité et transmis aux membres du Comité.

Le Comité des Placements a la faculté de faire participer des consultants ou experts sélectionnés pour cette fin à ses réunions. Il peut également décider d'inviter, en tant que de

besoin, toute personne de son choix à ses réunions. Seuls les membres du Comité prennent part aux délibérations de celui-ci.

Les avis et recommandations sont pris après débat et collégalement.

Si un membre du Comité venait à manquer plus de [3] réunions consécutives, le Comité pourra demander au Conseil d'Administration de le relever de son mandat avant son terme.

4 Politique d'investissement

Conformément à la présente charte de fonctionnement, le Comité des Placements propose au Conseil d'Administration la politique d'investissement de la Fondation.

Cette politique d'investissement définit les objectifs, le cadre et les principes dans lesquels est mise en œuvre la gestion des placements de la Fondation.

Cette politique d'investissement est conforme au décret n° 2009-158 du 11 février 2009 relatif aux fonds de dotation. Ce décret prévoit en outre que le Conseil d'Administration de la Fondation définit la politique d'investissement, dans des conditions précisées par les statuts. Ces conditions incluent des règles de dispersion par catégorie de placement, et de limitation par émetteur.

Par ailleurs, et conformément à l'article 12 des statuts de la Fondation, les actifs éligibles sont ceux qu'énumère l'article R. 931-10-21 du code de la sécurité sociale. A noter que si cet article a été abrogé, les placements utilisés par la Fondation y sont toutefois conformes.

« Une gestion prudente ne signifie pas une gestion sans risque, mais une gestion avec un niveau de risque adapté à des objectifs et à des engagements raisonnables »
(Recommandation du comité stratégique des fonds de dotation – 4 décembre 2011)

Les marchés de capitaux sont en général efficaces dans la mesure où, lorsqu'une différence significative de risque entre deux actifs existe, les investisseurs exigent un surcroît de rémunération pour acheter l'actif le plus risqué.

La recherche d'un rendement au-delà de celui d'un placement monétaire avec un risque de crédit très faible nécessite une prise de risque. Toutefois, la prise de risque ne garantit pas pour autant le surcroît de rendement, même sur des périodes d'investissement relativement longues. Dans certains cas, cette prise de risque peut entraîner des rendements négatifs.

A l'échelle d'un marché ou d'une classe d'actifs, l'ensemble des participants reçoit, *in fine*, la performance du marché dans son ensemble, moins les coûts de gestion et les frais de transaction.

L'allocation « stratégique » (« cible » ou « de référence ») d'actifs est le déterminant principal du rendement à long terme et de la volatilité à court terme d'un portefeuille. Elle constitue à ce titre la décision la plus importante pour la gestion financière des fonds.

L'allocation stratégique d'actifs du fonds doit tenir compte de l'horizon d'investissement et de l'échéancier des dépenses à financer par le fonds. Elle s'inscrit dans un niveau de risque de marché compatible avec la mission du fonds et acceptable du point de vue des administrateurs.

L'allocation stratégique d'actifs est construite à partir d'hypothèses de rendement et de volatilité des classes d'actifs. Dans la mesure du possible, ces hypothèses sont prudentes. Elles ne reflètent pas nécessairement les données historiques disponibles, mais découlent généralement d'un scénario économique prospectif. Ce scénario économique et les hypothèses de modélisation retenues peuvent toutefois ne pas se réaliser.

L'allocation stratégique d'actifs détermine un portefeuille diversifié entre différentes classes d'actifs (actions cotées / non cotées, obligations, dettes privées, monétaire, immobilier...), exposées à des facteurs de risque différents ou dont les performances ne sont pas totalement corrélées entre elles. Ce principe de diversification des actifs retenus permet de réduire le niveau de risque global du portefeuille.

L'allocation stratégique d'actifs détermine un cadre relativement stable (à 3 ou 5 ans) d'horizon d'investissement. Elle est décidée par les administrateurs, sur proposition du Comité, et revue annuellement de manière systématique, ou lorsque les circonstances particulières l'exigent telles que la modification significative de l'échéancier des dépenses à financer, un apport exceptionnel ou la remise en cause fondamentale et durable des hypothèses de modélisation des classes d'actifs.

4.1 Objectifs de la gestion du portefeuille

La finalité de la Fondation est de faire fructifier les sommes qui lui sont versées pour contribuer de manière pérenne au financement des projets décidés par son Conseil d'Administration.

Dans ce contexte, la politique d'investissement doit viser à dégager des revenus annuels réguliers, tout en respectant deux contraintes :

- Préserver, avec un niveau de probabilité élevé, la valeur nominale du capital de la Fondation sur un horizon de dix ans ;
- Protéger, dans la mesure du possible, la fondation contre l'érosion de son pouvoir d'achat à long terme, après prélèvements.

Par ailleurs, la Fondation est soucieuse de protéger sa réputation. Elle veillera également à favoriser la transparence et évitera, autant que faire se peut, la complexité.

4.2 Risques liés aux placements

Les risques d'investissement sont nombreux et ne sont pas toujours faciles à identifier. En général, on identifie les risques suivants :

Risques	Définition
<i>Risque de marché</i>	<i>Risque que la valeur d'un actif baisse, le cas échéant en deçà de son prix d'achat. Ce risque se décline lui-même en risque actions (ou assimilé actions), risque de taux et risque de change</i>
<i>Risque d'inflation</i>	<i>Risque que le rendement réel d'un actif se dégrade sous l'effet d'une remontée du taux d'inflation</i>
<i>Risque de crédit</i>	<i>Risque que l'émetteur public ou privé d'un titre de créance fasse défaut et ne soit pas en mesure de payer les coupons ou de rembourser le capital de sa dette</i>
<i>Risque de contrepartie</i>	<i>Risque que la contrepartie d'une opération de gré à gré soit défaillante et ne puisse pas honorer la bonne fin de l'opération</i>
<i>Risque pays</i>	<i>Risque que l'environnement juridique et fiscal d'un pays évolue et dégrade le rendement des actifs de ce pays</i>
<i>Risque de liquidité</i>	<i>Risque de ne pas pouvoir céder un actif dans le délai et au prix raisonnablement attendus</i>
<i>Risque opérationnel et risque de fraude</i>	<i>Risque d'une erreur technologique ou humaine, ou risque de détournement faisant baisser la valeur du portefeuille d'actifs ou affectant la réputation de l'investisseur</i>

4.3 Durée des placements

Afin de répondre aux engagements et objectifs financiers de la Fondation, la Direction de la Fondation fournit au Comité, sur une base annuelle, un tableau prévisionnel de ses engagements, en particulier le rythme des versements prévus, les échéances prévisibles, selon notamment qu'il s'agit d'opérations ponctuelles ou d'opérations inscrites dans la durée telles que le financement d'une chaire.

Cette analyse permettra de déterminer les durées de placement et les modalités de « distribution » des revenus en fonction du montant et des échéances des engagements de financement pris ou envisagés : revenus immédiats, à moyen terme, réguliers ou à une échéance précise.

Selon les contraintes de prélèvement imposées à la Fondation, la liquidité des placements sera plus ou moins importante. En tout état de cause, le degré de liquidité du portefeuille doit être suffisant pour procéder à des prélèvements annuels et le cas échéant réallouer rapidement le portefeuille entre classes d'actifs.

Les règles suivantes sont présentées à titre indicatif :

Horizon de liquidité	Pourcentage minimum du portefeuille total	Pourcentage maximum du portefeuille total	Commentaire
< 3 mois	50%	100%	<i>Monétaire et titres cotés ou négociés sur des marchés liquides</i>
< 12 mois	0%	20%	<i>Obligations à haut rendement ou dette des pays émergents</i>
> 12 mois	0%	30%	<i>Non coté (Private Equity, Private Debts, Immobilier)</i>

Pour rappel, l'horizon de liquidité correspond à la durée nécessaire pour vendre un actif à un prix proche de sa juste valeur.

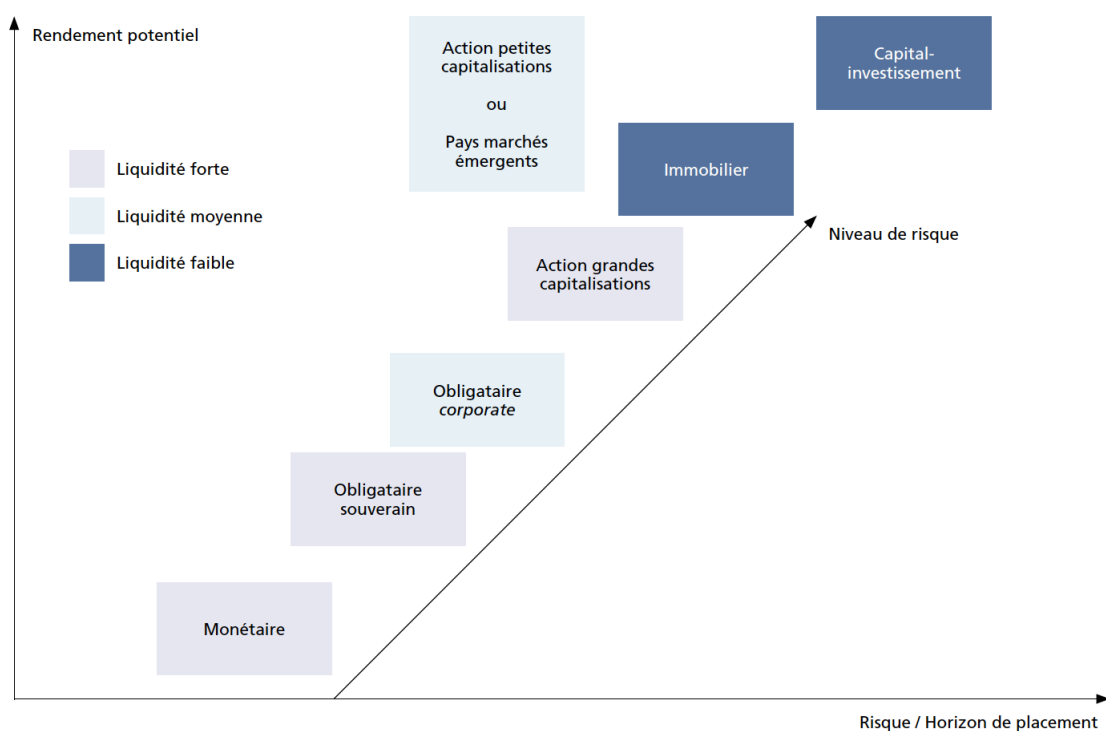
4.4 Univers d'investissement et bornes d'allocation

Si la Fondation s'autorise l'univers d'investissement le plus large en termes d'actifs éligibles, le profil de sa gestion est établi dans le souci de pérennisation du capital.

Le Conseil d'Administration valide les classes d'actifs autorisées pour effectuer les investissements tout comme l'allocation de référence avec les latitudes de déviation autorisées par rapport à l'allocation de référence.

Chaque classe d'actifs a un profil Rendement Potentiel / Risques / Liquidité propre qui doit être pris en compte dans la définition de l'allocation cible.

Couple rendement / risque selon les différentes classes d'actifs



Exemple d'une gestion dite « prudente »

Catégories d'actifs	Allocation cible	Latitude
Actions monde	18.0%	13.5% - 30%
Actions petites et moyennes capitalisations	3.0%	0% - 6%
Actions émergentes	9.0%	0% - 12%
Total actions	30.0%	20% - 40%
Obligations € taux fixes et taux indexés investment grade	55.0%	60%-80%
Obligations à haut rendement couvertes	5.0%	0% - 7%
Dettes émergentes	10.0%	0% - 14%
Total obligations	70.0%	60% - 80%
Cash (fonds de roulement)	-	
Total général	100%	

Exemple d'une gestion dite « dynamique »

Catégories d'actifs	Allocation cible	Latitude
<i>Actions monde</i>	30.0%	10% - 40%
<i>Actions petites et moyennes capitalisations</i>	10.0%	0% - 15%
<i>Actions émergentes</i>	10.0%	0% - 15%
Total actions	50.0%	20% - 70%
<i>Obligations € taux fixes et taux indexés investment grade</i>	35.0%	30% - 55%
<i>Obligations à haut rendement couvertes</i>	5.0%	0% - 10%
<i>Dettes émergentes</i>	10.0%	0% - 15%
Total obligations	50.0%	30% - 80%
<i>Cash (fonds de roulement)</i>	-	
Total général	100%	

Rappelons que l'appétence au risque est le niveau de risque supportable, à court, moyen et long terme, nécessaire en vue de satisfaire les objectifs de rendement tout en permettant de s'assurer, toujours à moyen – long terme, de la préservation de la valeur des actifs de la Fondation.

Dans ce cadre, le Conseil d'Administration doit ainsi approuver annuellement sur proposition du Comité des Placements :

- Un horizon de détention ainsi qu'un niveau de risque attaché aux différents placements de la Fondation compatible avec l'appétence au risque de la Fondation ;
- Une allocation des actifs dans le cadre de la stratification des réserves retenue et de l'appétence au risque déterminée ;
- La structure des placements retenue : OPCVM, FIA, produits de taux, produits bancaires ...

4.5 Coût de la gestion

Le coût total des frais prélevés pour mettre en œuvre la gestion des actifs doit être un point d'attention particulier. En effet ces coûts sont certains alors même que la performance financière de la gestion ne l'est pas.

Ces coûts sont les frais de gestion prélevés par le prestataire qui sera sélectionné mais aussi les coûts des différents instruments sous-jacents.

Ces coûts doivent en particulier être cohérents avec la valeur ajoutée fournie et avec le niveau de risque du produit.

Les gestions traditionnelles actions et obligations ont des frais de gestion qui sont généralement compris entre 0.07% (gestion indicielle simple) et 1.5% (gestion alternative plus sophistiquée) alors que les gestions sur des actifs illiquides sont généralement plus coûteuses, avec des frais pouvant aller jusqu'à 2.5%.

Au final, il semble essentiel que dans l'univers de taux bas qui caractérise la période actuelle, l'ensemble agrégé des frais reste dans une enveloppe inférieure à 2%.

4.6 Reporting du portefeuille

Le reporting du portefeuille est un élément essentiel du pilotage et de la supervision du processus d'investissement de l'institution. C'est un élément clé de l'information fournie au Conseil d'Administration.

Il est transmis sur une base mensuelle au Comité des Placements et fait l'objet d'une présentation semestrielle selon les critères suivants :

Mesure proposée (à titre indicatif)	Nature
<i>Allocation réelle par rapport à l'allocation cible</i>	<i>Gestion</i>
<i>Respect des règles d'investissement</i>	<i>Contrôle de conformité</i>
<i>Performance du portefeuille et performance des gérants</i>	<i>Gestion</i>
<i>Revenus courants et revenus exceptionnels, plus ou moins-values latentes</i>	<i>Comptable et budgétaire</i>
<i>Revenus courants et revenus exceptionnels prévisionnels pour l'exercice en cours</i>	<i>Comptable et budgétaire</i>

A ce titre, des tableaux de bord sont mis en place et reprennent notamment les éléments suivants :

- La valorisation des actifs de la Fondation.
- L'état des revenus encaissés et à recevoir, et des plus et moins-values latentes.
- L'allocation d'actifs, les performances et les principaux risques (actions, taux, crédit, change, contreparties ...).
- Le respect de la politique d'investissement.
- Les principales opérations réalisées.
- Les performances absolues et relatives des supports d'investissement.
- Les frais directs et indirects.

5 Charte d'investissement responsable

L'absence de prise en compte des critères environnementaux, sociaux ou de bonne gouvernance dans la politique d'investissement peut générer des pertes financières importantes et porte en germe des risques de réputation importants.

A contrario, un engagement positif sur ces questions peut être, à long terme et parfois à plus court terme, une source de valeur ajoutée pour une entreprise qui se finance sur les marchés de capitaux, pour ses collaborateurs et ses parties prenantes et, ainsi, pour les investisseurs qui l'accompagnent dans son développement.

C'est dans cette perspective que la Fondation a fait le choix d'inscrire l'ensemble de la politique de placements et l'ensemble des actifs disponibles dans le respect des principes d'investissement socialement responsable.

Cette démarche s'appuie sur les principes pour un investissement responsable décrits par les Nations Unies (UN PRI), à savoir :

- intégrer les questions ESG-Climat aux processus décisionnels et d'analyse des investissements,
- intégrer les questions ESG-Climat aux politiques et procédures en matière d'actionariat ou d'investissement obligataire,
- demander, dans la mesure du possible, aux entités avec lesquelles la Fondation investit de faire preuve de transparence concernant les questions ESG,
- demander l'adoption et la mise en œuvre de ces principes dans la gestion d'actifs, notamment par les sociétés avec lesquelles la Fondation collaborera,
- rendre compte des activités et des progrès accomplis.

Elle conduit à privilégier les placements en adéquation avec sa mission sociale et à considérer dans sa gestion des critères extra-financiers « Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) ».

Dans la mesure du possible, en particulier pour sa poche d'investissement non coté, la Fondation privilégiera des investissements à impact social. L'investissement à impact social est une stratégie d'investissement cherchant à générer des synergies entre impact social, environnemental et sociétal tout en offrant un retour financier satisfaisant. Cette catégorie intègre l'investissement durable consistant à financer des projets ou des entreprises ayant une activité dans des secteurs particulièrement exposés aux défis environnementaux et sociétaux les plus urgents, à l'instar de l'agriculture durable, les énergies renouvelables, la microfinance et les services de base abordables et accessibles tels que le logement, la santé et l'éducation.

Ces investissements constituent un sous-ensemble de l'investissement socialement responsable (ISR).

La Fondation exclut tout investissement, direct ou indirect, émis par un Etat ou un émetteur situé dans un Etat qui relèverait d'une des situations suivantes :

- Territoires non coopératifs en matière d'échange d'informations et de renseignements:
 - Les Etats figurant sur la liste des juridictions non coopératives publiée par l'OCDE et le G20 ;
 - Les Etats figurant sur la liste française des Etats et territoires non coopératifs (ETNC), au sens de l'article 238-0 A du code général des impôts ;
 - Les Etats figurant sur la liste élaborée par l'Union Européenne ;
 - Les Etats figurant sur les listes publiées par le Groupe d'action financière – GAFI (liste « grise » et liste « noire » du GAFI).
- Le respect des lois, des conventions et des accords internationaux s'impose à la Fondation. Elle exclut ainsi de son portefeuille :
 - Les entreprises impliquées dans la fabrication, le commerce et le stockage de mines anti-personnelles et de bombes à sous-munitions qui sont contraires à la convention d'Ottawa et au traité d'Oslo,
 - Les entreprises qui produisent ou commercialisent des armes chimiques, des armes biologiques et des armes à l'uranium appauvri.
- La Fondation exclut de son univers d'investissement des entreprises et/ou des secteurs d'activité sur la base du non-respect des normes, conventions et standards internationaux, notamment au regard des droits de l'Homme. Sont ainsi exclues les entreprises du secteur du tabac, sur la base de la Convention-cadre de l'OMS relative à la lutte anti-tabac ;
 - Certains secteurs peuvent ainsi être partiellement ou totalement exclus lorsqu'il ressort des études menées que l'impact de ces activités est jugé particulièrement négatif, notamment au regard des droits humains, de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques : exclusion charbon, réduction de l'exposition aux énergies fossiles (pétrole et gaz).
 - L'objectif poursuivi, dans la continuité d'une stratégie de transition vers une économie bas-carbone, est de limiter l'investissement dans les entreprises dont les activités sont difficilement compatibles avec la transition énergétique, qui représentent des risques financiers, environnementaux et sociaux élevés, pour se concentrer sur les entreprises qui ont une capacité élevée de changement et de diversification vers les énergies renouvelables, et pour lesquelles le levier de l'engagement actionnarial peut être utilisé.

La Fondation demandera aux sociétés partenaires de sa gestion d'être dotées de processus ESG compatibles avec ces principes. L'intégration de critères ESG dans le processus d'investissement se double d'un suivi approfondi des controverses, pour anticiper les risques financiers et de réputation.

6 Sélection des supports d'investissement

La Fondation a fait le choix d'investir dans des supports de placement cohérents avec les horizons de détention identifiés dans les présentes.

Sur proposition du Comité des Placements, le Conseil d'Administration décide du choix des véhicules d'investissement qui sont détenus ou des gérants par délégation.

A ce titre, une attention toute particulière est portée aux points suivants :

- La qualité, la réputation et la pérennité des sociétés de gestion et des prestataires retenus.
- La qualité du dépositaire des fonds.
- Les moyens humains et techniques.
- Les stratégies mises en œuvre au regard des besoins de la Fondation.
- La valeur ajoutée et les facteurs de succès des processus d'investissement et des équipes de gestion.
- La qualité de construction des portefeuilles et de négociation des ordres.
- Les performances passées.
- Le respect de la charte d'investissement responsable et des principes ESG dans le choix du portefeuille d'actifs et la qualité de la gestion.
- L'organisation et le suivi du contrôle des risques.
- L'existence d'une politique de conformité indépendante.
- La qualité du reporting fourni sur une base mensuelle et semestrielle.
- Les frais directs et indirects par rapport au service rendu.

7 Prévention et gestion des conflits d'intérêts

Pour prévenir tout risque ou situation de conflit d'intérêt, les membres du Comité des Placements sont tenus à un triple engagement :

- **Devoir de loyauté** à l'égard de la Fondation. Celui-ci l'amènera à s'interroger dès sa candidature sur la compatibilité de celle-ci avec ses engagements externes et ses intérêts personnels. Cette obligation conduira aussi le membre à s'abstenir lorsque des délibérations peuvent le placer en conflit d'intérêt : ce qu'il fera savoir au président du Comité dès qu'il aura pris connaissance de l'ordre du jour du Comité ou qu'il fera connaître en séance.
- **Devoir de transparence.** A l'occasion de sa candidature, le futur membre devra indiquer ses intérêts personnels, familiaux ou commerciaux de nature à créer un conflit d'intérêt avec son mandat. Cette déclaration d'intérêts devra être actualisée périodiquement et au minimum une fois par an. Elle devra être connue des autres membres et transmise au Conseil d'Administration.
- **Devoir de surveillance.** La prévention des conflits d'intérêts est l'affaire de tous, d'autant que certaines situations peuvent ne pas être clairement perçues par les intéressés. Il appartient donc aux membres du Comité de signaler avec tact la survenance de telles situations et, s'il n'y est pas remédié, de la dénoncer avec fermeté.

8 Confidentialité

Les membres du Comité et toutes les personnes qui y sont associées sont soumis à une stricte obligation de confidentialité.

9 Approbation de la Charte du Comité des Placements

La présente Charte a été approuvée par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 2 avril 2020.

Le Conseil d'Administration se réserve la faculté de la modifier, de la compléter ou de l'amender, si nécessaire, à la demande du Comité des Placements ou à sa propre initiative.